



NATIONS UNIES
CONSEIL
DE SECURITE



Distr.
GENERALE
S/10939
30 mai 1973
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

LETTRE DATEE DU 30 MAI 1973 ADRESSEE AU PRESIDENT DU CONSEIL DE SECURITE
PAR LE REPRESENTANT PERMANENT DE LA REPUBLIQUE ARABE LIBYENNE

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur d'appeler votre attention sur la grave situation entraînée par les actes d'agression perpétrés par les Etats-Unis d'Amérique contre la République arabe libyenne.

La présence de la Sixième Flotte américaine dans la Méditerranée constitue une menace directe à la sécurité et à la sûreté des Etats riverains de la Méditerranée. Les activités et les déplacements de cette flotte, à des milliers de milles des côtes américaines, représentent une forme de pression et de terrorisme qui porte atteinte à la souveraineté des Etats méditerranéens et compromet donc leur sûreté et leur sécurité. La présence constante de la Sixième Flotte américaine est en fait une manifestation de terrorisme et une provocation équivalant à une ingérence directe dans la souveraineté de ces Etats.

Les manoeuvres d'intimidation auxquelles les Etats-Unis se livrent en Méditerranée s'inscrivent dans le cadre de la politique globale d'agression que ce pays mène dans de nombreuses régions du monde où il déploie des forces armées pour menacer ou attaquer certains peuples ou certains Etats ou intervenir dans leurs affaires intérieures.

Les politiques d'agression des Etats-Unis d'Amérique ont été clairement illustrées par les graves incidents qui ont eu lieu pendant les dernières semaines, lorsque les forces armées américaines ont effectué des missions irréfléchies et téméraires, dirigées ouvertement contre la République arabe libyenne, menaçant sa sûreté et sa sécurité, portant atteinte à sa souveraineté, mettant en danger la sûreté et la sécurité de l'ensemble de la région et, en fin de compte, compromettant la paix et la sécurité internationales.

Les Etats-Unis d'Amérique ont commis les actes mentionnés ci-après pour tenter de provoquer un affrontement dans le cadre duquel la République arabe libyenne ne peut que défendre sa souveraineté, sa sécurité et sa sûreté.

Le 21 mars 1973, un avion militaire américain du type C-130 s'est introduit dans l'espace aérien libyen pour effectuer une mission s'inscrivant dans une série d'opérations agressives de reconnaissance et d'espionnage auxquelles la Sixième Flotte se livre constamment au large des côtes de la République arabe libyenne et d'autres pays méditerranéens souverains. Lorsque l'armée de l'air libyenne a intercepté l'avion espion, les Etats-Unis ont qualifié cet acte d'autodéfense

légitime d'atteinte à la sûreté de ses ressortissants et de ses biens, tentant par là de justifier tous les actes d'agression perpétrés par la présence de la Sixième Flotte américaine dans la région.

Le Département d'Etat des Etats-Unis a admis que les missions effectuées par les avions de ce type étaient de nature militaire, et ces faits ont été confirmés par les organes d'information internationaux et américains.

Le 30 avril 1973, un porte-avions américain de la Sixième Flotte, stationné près de la côte libyenne, a émis des ondes radar dans le champ des radars libyens afin de détecter les mouvements et la position des forces aériennes libyennes et aussi de brouiller les radars libyens. En même temps, toute une vague d'avions militaires des Etats-Unis ont décollé du porte-avions afin de gêner les vols d'entraînement libyens dans la région.

Ces deux incidents ont créé une situation extrêmement tendue qui peut exploser à tout moment. Ils révèlent les intentions malveillantes qui sont à la base des provocations constantes et irréfléchies des Américains, destinées à susciter une riposte militaire des forces aériennes libyennes face à l'affrontement aérien. Les agresseurs américains créent et entretiennent cette tension pour justifier tous les actes d'agression dirigés contre la République arabe libyenne.

La République arabe libyenne condamne ces actes scandaleux, qui constituent à son avis une menace immédiate à la paix et à la sécurité dans la région. Non seulement ils révèlent les sentiments agressifs que les Etats-Unis d'Amérique nourrissent à l'égard du peuple de la République arabe libyenne, mais ils confirment une fois de plus l'existence d'un complot américain visant à empêcher le peuple libyen d'exercer le droit qu'il a de contrôler ses ressources naturelles et de desserrer l'étreinte du monopole américain sur celles-ci.

Ces actes d'agression et ces intrigues n'effraient pas le peuple de la République arabe libyenne et n'atténueront en rien sa détermination de contrôler les ressources de son pays ou de défendre son espace aérien. En outre, la menace à la paix et à la sécurité internationales que constitue l'agression américaine exige une action immédiate de la part de la communauté internationale afin de mettre un terme à de telles provocations pour préserver la paix dans la région.

Le Gouvernement de la République arabe libyenne porte ces faits à l'attention de la communauté internationale afin de faire comprendre à l'opinion publique mondiale la gravité de ces incidents d'agression délibérée de la part des Etats-Unis d'Amérique. L'état de tension que les Etats-Unis s'efforcent de maintenir constamment en Méditerranée est manifestement un prétexte aux actes d'agression qu'ils commettent, eux et leurs agents, pour s'immiscer dans les affaires de la région et porter atteinte à la souveraineté nationale des Etats.

Tout en informant le Conseil de sécurité de ces actes irresponsables et malveillants commis par les Etats-Unis d'Amérique, le Gouvernement de la République arabe libyenne déclare qu'il ne restera pas inactif devant ces provocations et qu'il demeure prêt à prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer sa sûreté

et défendre sa souveraineté. Le peuple de la République arabe libyenne ne se laissera intimider ni par la masse ni par la puissance des forces de l'agresseur. Il est prêt à l'affrontement, quels que soient les sacrifices et quelles que soient les conséquences qu'il entraîne.

Je vous saurais gré de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document officiel du Conseil de sécurité.

Le représentant permanent,

(Signé) Kamel Hassan MAGHUR
